CONDUIRE LES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT AVEC LES PLUS PAUVRES

ETUDE AFECTI /IMODEV

Problématique : Comment construire un processus d'échanges croisés de connaissances entre bénéficiaires, chercheurs et acteurs de terrain de la coopération internationale et des projets de développement, c'est-à-dire une véritable participation interactive pour l'élaboration d'une connaissance partagée ?

Hugues de Courtivron est général de brigade en retraite, diplômé de l'IEP Paris et titulaire d'une maîtrise d'histoire contemporaine (Paris IV). Il est membre bénévole du Mouvement ATD Quart Monde et consultant international dans les domaines de la sécurité et de la réforme des administrations publiques.

Eugène Modou Gueye est diplomate de carrière (Conseiller des Affaires Etrangères Par Référence), Juriste de formation initiale, titulaire d'un Doctorat en Sciences de Gestion, Spécialité Prospective, Stratégie et Organisation. Il a exercé les fonctions d'enseignant, de diplomate et de Consultant International ; a activement milité dans le monde associatif en Val d'Oise et Ile-de-France en France, en qualité de Chargé de mission Développement durable et Commerce Equitable.

François-Xavier de Perthuis de Laillevault est docteur en socio-économie du développement de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS / Paris). Il est chargé d'enseignement à l'université du Panthéon Sorbonne (Paris 1), co-fondateur de l'Institut du Monde et du Développement pour la gouvernance publique. I1 est également chargé de programme de coopération au Centre international d'études pédagogiques (CIEP).

L'efficacité de l'aide est au centre des préoccupations de la communauté internationale. A travers elle, la gestion axée sur les résultats, au nom des principes de transparence et de redevabilité de l'aide au développement international, est devenue une condition à l'accès au développement durable. Nombreux depuis la signature de la Déclaration de Paris en mars 2004, et de plus en plus chaque jours des efforts sont réalisés par les donateurs bilatéraux et les institutions multilatérales afin de limiter l'inefficacité des interventions financées par les bailleurs de fonds, de réduire la corruption et de promouvoir la bonne gouvernance. Tous ces efforts tendent, directement ou indirectement à maximiser l'impact des fonds publics et privés dans la réduction de la pauvreté, l'un des plus grands défis de notre siècle. L'impact négatif de la crise financière mondiale, combinée à des mouvements sociaux demandant l'application des principes de bonne gouvernance dans la gestion de l'Etat tels que le Printemps arabe, ont contribué à faire de l'efficacité de l'aide une condition au développement durable, non seulement des pays pauvres mais aussi des pays en transition.

C'est de par nos métiers de diplomates et d'experts techniques de la coopération au développement que nous avons souhaité, à travers ce rapport, nous interroger au-delà de la notion de l'efficacité de l'aide, sur ce qui nous paraissait essentiel pour qu'une intervention, aussi généralisée ou localisée soit-elle, puisse être un succès pour les populations les plus, pauvres, les bénéficiaires.